

# POUR UNE DEFENSE DE LA SPECIFICITE DE L'HISTOIRE

par  
Yves JANVIER

On a déjà bien souvent disserté sur l'histoire, sur sa finalité, ses méthodes, ses ambiguïtés, voire sa vanité. Dans des prologues fameux, bien des historiens grecs et latins s'y étaient déjà appliqués. Sur le même sujet, notre XXème siècle a prodigué tant les articles que les ouvrages entiers (1) – sans parler des anathèmes faciles comme ceux de Paul Valéry.

Ajouter ici à cette masse de travaux une contribution du même ordre serait superflu. Plus modestement donc, mais en vue d'une utilité plus immédiate, le présent article, tenant compte d'une expérience pratique de cinq années d'enseignement de l'histoire à l'Université de Madagascar, propose la synthèse d'un certain nombre de conseils et de mises en garde qu'il a été nécessaire de donner aux étudiants tant malgaches que français, et qui demeurent plus que jamais nécessaires en ces temps de révision fondamentale des structures et programmes universitaires comme plus généralement des options nationales.

On ne s'étonnera pas que les exemples dont je me servirai soient de préférence empruntés à ma spécialité, à savoir l'histoire ancienne ; je crois cependant que la portée de ces pages est plus générale, et que mes collègues versés dans d'autres tranches du domaine historique ne les désavoueront pas.

Ce qui déroute le plus souvent les étudiants en histoire, et gêne considérablement leurs progrès, pourrait être ramené à une proposition unique : il leur manque une notion claire de la spécificité de l'histoire. Au-delà des remises en question toujours utiles, puisqu'elles aident à prendre ses distances envers les

---

(1) Les uns écrits par des philosophes, les autres par des historiens ; l'opinion de ces derniers paraît préférable, s'agissant d'hommes de métier, qui en parlant de leur propre discipline savent au moins de quoi ils parlent, et le font plus clairement.

idées reçues, il convient tout de même de surmonter la confusion. Et l'on n'y parviendra que si on veut bien se rappeler que la « contestation » – pour employer le langage à la mode – doit être tenue pour un moyen, non pour une fin en soi : le but raisonnable n'est pas de démolir sans cesse, mais d'arriver, en fin de compte, à construire quelque chose. Partons donc des erreurs commises par nombre d'étudiants en histoire pour arriver à retrouver la spécificité de cette discipline d'études, spécificité que nous allons dégager ici tour à tour dans son objet, dans son esprit, dans sa méthode.

\*  
\*   \*

C'est en effet sur l'objet de l'histoire qu'on peut le plus logiquement s'interroger en premier lieu : la question « quoi ? » vient normalement avant la question « comment ? ».

A cet égard, la première tentation qu'un étudiant doit savoir repousser, c'est de se croire capable de définir lui-même, et dès son premier cycle d'études, le contenu de la discipline qu'il se propose de pratiquer. L'esprit de certaines revendications montre que ce que d'aucuns souhaitent entendre et exprimer dans leurs études d'histoire s'apparente à la sociologie, à l'ethnologie comparée, à l'anthropologie sociale, à la philosophie de l'histoire, aux sciences politiques, aux sciences économiques... bref à toutes sortes de disciplines qui existent par ailleurs, mais qui *ne sont pas* l'histoire. Car il s'agit là de disciplines en grande partie normatives, qui tiennent assez peu compte de l'écoulement chronologique, de « l'épaisseur du temps », et qui souvent ne font appel aux faits du passé humain que pour les faire servir à des démonstrations plus ou moins préconçues. Corrélativement, on vitupère donc l'histoire dite « événementielle », en donnant à cet adjectif un sens péjoratif, de façon à laisser entendre qu'on pourrait bâtir une histoire qui ne s'occuperait plus des événements. En réalité c'est vouloir tout bonnement remplacer l'histoire par autre chose : un peu comme si on reprochait à un professeur de chimie de ne pas enseigner l'algèbre... Au lieu donc de demander aux professeurs d'histoire de faire autre chose que de l'histoire, les insatisfaits devraient faire l'expérience d'aller étudier directement ce qui les attire, et qu'on enseigne déjà ailleurs. Ils ne tarderaient pas, du reste, à s'apercevoir, dans ces disciplines *théoriques*, que leurs nouveaux maîtres sont tout heureux de pouvoir puiser dans l'histoire, science *concrète* du passé humain, les exemples innombrables dont ils ont besoin pour échafauder leurs théories.

Le mal vient peut-être de l'ambiguïté de l'expression « sciences humaines » sous laquelle l'histoire voisine avec d'autres disciplines dont certaines ont été mentionnées plus haut.. Ces sciences humaines, René Huyghe a récemment appelé « qu'elles appartenaient à la Connaissance et non exclusivement à la Science ». Et, après avoir fait à titre d'exemple le procès de la psychologie dite

expérimentale, qui laisse échapper l'essentiel de la vie psychique, il ajoute, fort justement à mon sens (2) :

« L'histoire ne peut avoir davantage l'ambition de se ramener au type scientifique. Son champ naturel est le temps, puisque c'est celui où se situent les faits dont elle a à connaître. Par-là même, elle s'interdira toujours de dégager des lois à application infaillible ; elle atteindra seulement des probabilités. Elle échoue quand elle veut établir entre des événements définis des relations immuables de cause à effet (...). Et ce n'est pas la réaction actuelle contre « l'historicisme » du XIX<sup>ème</sup> siècle, resté d'instinct si sensible à l'écoulement dans le temps et aux évolutions qui en sont solidaires, ce n'est pas la montée adverse du structuralisme, issu, sous l'impulsion de Lévi-Strauss, de l'ethnographie, penchée sur les sociétés à type fixe, et son extension parfois hasardeuse aux autres « sciences humaines », qui aidera celles-ci à recouvrer le sens menacé de la durée en mutation incessante ».

De fait, la démarche comparatiste empruntée aux ethnologues offre le danger de conduire parfois les historiens à risquer l'explication des similitudes entre civilisations par des cheminements d'influences, qui sont aussi faciles à imaginer que difficiles à justifier dès lors qu'il s'agit de peuples très éloignés dans l'espace ou dans le temps, quand ce n'est pas dans les deux à la fois. Mais Lévi-Strauss lui-même, mis en cause dans les lignes citées plus haut – et dans lesquelles il ne faut sans doute pas voir une condamnation totale de sa démarche scientifique – a eu au moins le mérite d'écrire ce qui suit, à propos de l'ethnologie certes, mais les étudiants en histoire feront bien de le méditer pour leur compte :

« ... Il est vrai qu'une discipline dont le but premier, sinon le seul, est d'analyser et d'interpréter les différences, s'épargne tous les problèmes en ne tenant plus compte que des ressemblances. Mais du même coup, elle perd tout moyen de distinguer le général auquel elle prétend, du banal dont elle se contente » (3).

Il s'agit donc en histoire, non de généraliser et de théoriser, mais de reconstituer aussi exactement que possible la vie de toute l'humanité d'autrefois : catégorie du savoir qui sera toujours nécessaire, tant pour comprendre le présent (c'est l'utilité qu'on lui reconnaît généralement) que parce qu'elle trouve avant tout sa finalité dans la satisfaction d'une curiosité fondamentale

---

(2) R. Huyghe, *Formes et forces*, pp. 36-37. René Huyghe est actuellement professeur au Collège de France dans la chaire de psychologie des arts plastiques. On me permettra de dire que je le tiens pour un des grands esprits de notre temps.

(3) Cf. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, 1958, p. 19. La citation (dont j'ai respecté la ponctuation) est extraite du chap. I : « Introduction : Histoire et ethnologie », dans lequel l'auteur rapproche les deux disciplines plus qu'il ne les distingue, mais avec des aperçus intéressants. On savourera cet aveu : « Quand l'ethnologue croit faire de l'histoire, il fait le contraire de l'histoire », (p. 22).

de l'esprit humain. En toute rigueur, l'historien a d'abord comme tout chercheur la passion de savoir pour savoir.

Dans cette tentative de reconstitution du passé, tous les domaines sont à explorer. Malgré les progrès accomplis dans ce sens depuis le siècle dernier, on délaisse encore beaucoup trop, en particulier dans l'enseignement universitaire, les domaines qui paraissent à première vue requérir une compétence particulière, mais dans lesquels un historien digne de ce nom doit absolument consentir à mettre le nez : ainsi, l'histoire de l'art, ou — plus méconnue encore — l'histoire des sciences et des techniques (il n'y a pas d'histoire économique intelligible sans un regard préalable sur les techniques ; toute époque de la vie des sociétés a dépendu d'elles, nous y baignons plus que jamais ; et que resterait-il au préhistorien sans l'étude des techniques ?). Et bien entendu il faut y inclure les techniques militaires, dont l'étude, elle, est surtout victime de la vieille querelle faite à « l'histoire-batailles », en dépit de la place tragiquement dévorante que les guerres ont tenue et continuent à tenir dans la vie de l'humanité. Du moins a-t-on déjà appris à accorder aux faits économiques, à la vie quotidienne, et à des couches sociales longtemps oubliées dans les livres d'histoire, une importance qu'on leur refusait autrefois.

Or, cette reconstitution du passé, même élargie à tous les aspects qui viennent d'être cités, aura toujours besoin de s'appuyer sur une chronologie. Faire le procès de « l'histoire-dates », comme on le fait quelquefois, c'est n'avoir pas compris que, l'histoire étant évolution, il importe avant tout de ne pas bouleverser la chronologie-des faits. Et bien entendu il ne s'agit pas uniquement de faits politiques ! Pour l'historien, une invention technique, une découverte géographique, une récession économique, la diffusion d'idées nouvelles, une innovation architecturale, etc., voilà aussi des faits, qu'on peut appeler, si l'on veut, « de civilisation », et qui méritent eux aussi d'être considérés en fonction de leur date. Pourquoi ? Non pas que les dates soient une fin en soi ; elles sont, elles aussi, un moyen. Le moyen d'apprécier exactement causes et conséquences, sans prendre les unes pour les autres et sans en inventer d'impossibles ; le moyen d'apprécier aussi la lenteur ou la rapidité d'une transformation, la durée plus ou moins longue d'une mode ou d'une situation donnée, la simultanéité ou le décalage des faits d'un pays à un autre ; bref, de comprendre. Au premier siècle avant notre ère, Diodore de Sicile, dont les intentions valaient mieux que son œuvre, avait déjà eu le mérite de l'écrire : « Une histoire universelle coordonne les faits, en rend la compréhension facile (...) ; et, en soumettant les faits à un ordre chronologique, elle est supérieure à tout récit de choses dont la date est inconnue » (4).

Pourquoi donc croit-on que, dans l'ancienne collection « Clio », le volume sur l'Égypte antique, jusque dans son édition de 1962 qui en est la dernière, consacre tant de pages en petits caractères à exposer les problèmes de la chronologie exacte des règnes et des dynasties ? Est-ce, comme se l'imagine souvent le profane, pour le seul plaisir de savoir que tel pharaon a régné de tant

---

(4) Diodore, *Bibliothèque historique*, I, 3 (traduction F. Hoefler).

à tant, sans plus ? Bien au contraire, il faut comprendre que tout se tient en histoire, et que la documentation nous offre un puzzle, qui ne devient compréhensible que si chacune de ses pièces est mise correctement à sa place. Or, la place d'une pièce du puzzle historique, *c'est d'abord sa place dans le temps*. Et le public n'imagine certainement pas tous les bouleversements en chaîne que la rectification d'une date jusqu'alors erronée peut entraîner dans l'interprétation de toute une tranche d'histoire, indépendamment du souci d'exactitude scrupuleuse qui doit animer l'historien de toute façon.

Si donc les apprentis-historiens accordaient plus d'attention à la chronologie, certains devoirs que j'ai corrigés n'auraient pas pu prêter aux consuls romains sous l'Empire les attributions qu'ils avaient eues sous la République, ou confondre Hadrien avec Hannibal, ou encore placer l'action des Gracques *après* celle de César... ce qui rendait impossible toute explication de la crise de la République romaine. Dans ce dernier exemple, c'est comme si un géographe faisait couler les fleuves de l'aval vers l'amont : on frémit à l'idée de ce qu'il devrait inventer pour expliquer la formation des deltas... (5). Les étudiants de licence (3ème année) eux-mêmes ne sont pas à l'abri des anachronismes, même s'ils en commettent de moins grossiers. Dans un devoir sur l'image du monde chez Hérodote, certains lui ont reproché sa rédaction ondoyante, ses digressions, ses associations d'idées, au nom d'une rhétorique qui n'était pas encore enseignée de son temps ; ou bien, ils ont oublié les changements du milieu naturel, inévitables depuis l'antiquité, et qui font que les géographes anciens ne se sont pas trompés aussi souvent qu'on pourrait le croire à première vue ; ou encore pour convertir les distances indiquées en stades par Hérodote, ils ont utilisé le stade alexandrin, qui n'était évidemment pas encore en usage, et qui était plus court d'une vingtaine de mètres : ce qui leur a donné en somme des kilomètres de moins de 900 mètres. Il faut donc absolument se convaincre, et dès l'entrée en faculté, que *l'anachronisme est le péché mortel de l'historien*.

Au reste, on ne demande pas d'apprendre par cœur d'innombrables dates précises ; surtout en histoire ancienne, où beaucoup de datations sont encore peu sûres. Pour les époques très reculées, souvent la connaissance du siècle suffit. Mais il reste qu'on doit posséder correctement un minimum de vision chronologique d'ensemble.

Cette défense nécessaire d'une histoire où la chronologie conserve sa place oblige à rappeler, corrélativement, l'utilité des noms de personnes. Et bien entendu, ce ne sont pas seulement des noms de chefs d'Etat qu'on est amené à citer devant les étudiants, loin de là. Ce qu'il faut bien comprendre surtout, c'est qu'un personnage historique est en soi un repère chronologique. Pour qui possède une bonne base de connaissances, le nom d'un personnage historique évoque automatiquement une époque, donc tout un contexte. De plus, d'une façon quasiment générale dans le cas de l'histoire ancienne, tous les peuples se

---

(5) Cela ressemblerait beaucoup, soit dit en passant, aux élucubrations de certains auteurs de l'Antiquité en matière de géographie physique.

servaient de noms d'hommes pour désigner les années, là où nous usons de numéros à partir d'un zéro. Dans les Etats monarchiques, on parlait de la «énième année du règne de X...» ; dans les républiques, on se servait des noms des principaux magistrats annuels, par exemple «sous l'archontat de untel» à Athènes, ou «sous le consulat de Y et de Z» à Rome (même encore sous l'Empire !). C'était là la manière normale, quotidienne, de dater tout ce qui survenait. L'usage d'une chronologie absolue à l'instar de la nôtre, en partant par exemple des premiers Jeux Olympiques ou de la fondation de Rome, ne fut introduit que tardivement par quelques historiens, et dans le monde antique il resta toujours étroitement limité.

Par conséquent, dire que tel fait historique se place «sous» tel roi antique, ce n'est pas faire de l'histoire anecdotique et rétrograde, ou du «culte de la personnalité» : c'est tout simplement *s'exprimer comme le faisaient les anciens eux-mêmes*, c'est entrer dans leur manière de voir, c'est regarder leur époque de l'intérieur ; bref, c'est faire de l'histoire vivante. Et inversement, savoir identifier un individu rencontré dans un document, c'est bien souvent la seule façon de pouvoir dater ce dernier, ce qui permettra de l'exploiter sans anachronisme. Quand la chronologie présente des lacunes, que nous reste-t-il pour accrocher les faits dans le temps, sinon des noms propres ?

Au demeurant, nous n'en sommes plus au temps où seuls les individus de marque intéressaient les historiens. Le peuple, qui fut longtemps le grand oublié, a trouvé droit de cité dans la recherche et dans l'enseignement (6). Mais ne plus étudier que lui, et anonymement, serait tomber dans un autre excès, dont un devoir sur «les tribuns de la plèbe dans la République romaine» m'a fourni un exemple extrême, puisque plusieurs copies ne contenaient pas un seul nom propre, même pas celui des Gracques, ce qui est vraiment un comble. On entend parfois ce slogan selon lequel «ce sont les masses qui font l'histoire». Il faut s'en défier comme de toutes les vues systématiques, qui, par définition pourrait-on dire, suppriment arbitrairement une part de la réalité, et par conséquent mettent des œillères. Serait-il raisonnable de vouloir écrire l'histoire du christianisme en faisant abstraction de saint Paul ou de Luther ? Celle des progrès scientifiques, en taisant les noms de Newton et de Pasteur ? Osera-t-on affirmer que ces quatre individus – il serait évidemment possible d'en citer bien d'autres – étaient seulement portés par les masses, qu'ils n'ont fait qu'incarner un courant, que s'ils n'avaient pas existé (ou avaient disparu prématurément) quelqu'un d'autre aurait opéré le même apport qu'eux *au même moment* ? Et même dans le domaine des faits politiques et sociaux, où il semble a priori plus facile de soutenir que l'individu marquant n'est que l'expression des tendances de son temps et ne peut rien sans la foule, peut-on tenir pour autre chose qu'une aimable plaisanterie la tentative qui serait faite d'étudier l'histoire en effaçant les noms de Napoléon Bonaparte,

---

(6) Je préciserai à ce propos que les enseignements de premier cycle représentent le stade de l'initiation et non pas déjà celui d'un approfondissement thématique.

de Lénine, de Nasser, de Mao-Tsé-Toung, etc. ? Si ces « grands hommes » – qui le sont quels que soient les sentiments divers qu'ils peuvent inspirer, et qui n'ont pas à entrer en ligne de compte – étaient morts avant d'avoir trente ans, comme le hasard en a décidé pour bien d'autres, croit-on vraiment que d'autres se seraient trouvés à point nommé pour les remplacer, que l'histoire n'aurait pas été profondément modifiée ? On fera bien de ne jamais oublier, par conséquent, que les faits historiques résultent de la conjugaison de trois facteurs : des peuples, des individus... et des hasards (7).

D'ailleurs, écrivant ici notamment pour des lecteurs malgaches, il est une question fort simple que je poserai, pour clore ce débat partiel, à ceux qui font campagne contre une histoire assortie de noms de personnes : conçoivent-ils sérieusement que dans cent ans ou dans mille on puisse écrire l'histoire actuelle de Madagascar sans étudier le rôle personnel du président Ratsiraka ? Non, sans aucun doute. Alors, pourquoi refuseraient-ils d'entendre parler, en histoire ancienne, d'Aménophis IV ou d'Octave-Auguste ? ou d'Andrianampoinimerina dans l'histoire des royaumes malgaches ?

Lorsqu'il s'agit plus particulièrement de l'histoire des peuples et pays non occidentaux, à laquelle il est tout spécialement logique de s'intéresser dans l'Université de Madagascar (à commencer par l'histoire du pays lui-même), ce procès de principe que d'aucuns veulent encore faire à une histoire « événementielle », étayée sur des dates et des noms propres, est encore moins justifiable que dans le cas de l'Europe. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à se reporter à une page de Jean Chesneaux qui déclare fort nettement (8) :

« A propos par exemple de l'histoire « événementielle », on peut se demander si les critiques formulées à l'encontre d'une conception trop descriptive et trop narrative de l'histoire ne sont pas valables seulement au-delà d'un certain seuil de la connaissance historique. C'est parce qu'on connaît assez bien l'histoire politique, militaire et diplomatique de l'Occident, qu'il a été possible de prendre conscience de la nécessité d'aller plus avant dans la réflexion historique. Mais ce seuil est-il atteint en ce qui concerne l'Asie du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle ? Sans doute pas. On donnera dans la troisième partie maints exemples de problèmes qu'il est nécessaire de débrouiller au niveau « événementiel », avant de les analyser en profondeur. C'est le cas par exemple des mouvements paysans, ou des formes primitives du mouvement national. Il serait scientifiquement dangereux, il serait injuste de faire sauter aux peuples d'Asie l'étape de l'histoire événementielle, de ne pas appuyer sur une chronologie solide l'étude de leur passé propre. Mais cette histoire chronologique peut être envisagée de façon plus « moderne » et plus large, en faisant place aux mouvements économiques, à l'évolution des idées et de la conscience collective, aux transformations des structures sociales ».

---

(7) Il faut naturellement sous-entendre, avec les peuples, le milieu naturel et les circonstances qui les ont entourés.

(8) J. Chesneaux, *L'Asie orientale aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles*, Coll., « Nouvelle Clio », 2<sup>ème</sup> éd. 1973, p. 11.

L'auteur revient d'ailleurs sur cette idée à la fin du même ouvrage, lorsqu'il écrit (p. 351) : « Il était nécessaire d'insister sur des aspects qu'il est parfois de bon ton de négliger : l'événementiel, le militaire, le moral ». Ainsi se trouve ramené à sa vraie nature ce dénigrement de l'histoire événementielle par certains : il n'est pas autre chose qu'un snobisme.

\*  
\*   \*

L'étude de l'histoire est également spécifique dans son esprit, et c'est sur ce point que les étudiants paraissent exposés aux plus grands risques de confusion.

Cependant, en partant de cette idée que l'histoire, malgré son rattachement fréquent aux facultés de lettres ou à des établissements analogues, est une discipline de recherche scientifique — une science qui évidemment n'est pas expérimentale comme celles auxquelles songeait R. Huyghe dans la citation donnée plus haut —, il ne devrait pas être difficile de faire comprendre qu'on doit l'aborder et la pratiquer dans un esprit de neutralité rigoureuse, qui permet seule d'y progresser en découvrant éventuellement autre chose que ce qu'on a déjà en tête (et qui n'est pas forcément vrai).

On débat beaucoup, périodiquement, de la fameuse « objectivité de l'histoire ». D'aucuns l'estiment impossible ; il est même assez piquant de constater que ceux-là même qui ont le plus volontiers à la bouche les mots « objectif », « objectivement », et qui en parent leur propre vision des choses, sont aussi les plus portés à refuser à l'histoire toute possibilité d'objectivité. Ils en concluent à la nécessité prioritaire d'une histoire « utile », c'est-à-dire mise « au service » de quelque chose, et à la nécessité corrélative de « l'engagement » chez l'historien (on entend généralement par là l'engagement politique). C'est vouloir confondre science pure et science appliquée, histoire et polémique, et au niveau des étudiants c'est vouloir faire coïncider dans le temps l'apprentissage et la mise en pratique, donc brûler les étapes... mais on ne fait rien de bon quand on veut aller trop vite. Ne mélangeons pas tout et essayons d'y voir clair.

L'engagement idéologique est humainement légitime. Comme tout être humain, chaque étudiant a le droit de penser ce qu'il veut, et notamment de concevoir une société idéale, de dénoncer les défauts de celle où il vit, de vouloir travailler à l'améliorer. Mais il me paraît extrêmement dangereux pour la raison et pour la science de faire passer dans l'étude même de l'histoire l'esprit agonistique qui résulte de l'engagement et qui, fatalement, conduit à présenter les faits de manière orientée ou à transformer l'historien en juge. « L'histoire n'est pas un tribunal », écrivait déjà en substance Charles-Victor Langlois (je le cite de mémoire) au début de ce siècle.

Libre à l'individu qui étudie l'histoire d'utiliser *ensuite* ce qu'il a appris, pour tel ou tel combat qu'il lui plaira ; libre à lui, à ce stade, de puiser dans l'histoire des exemples, des arguments, des enseignements à l'appui de ses posi-



tions... ce qui d'ailleurs le conduira souvent à « oublier » tout ce qui peut contrarier celles-ci. Mais ce faisant, il ne fera plus de l'histoire : il faut savoir appeler les choses par leur nom. Inversement donc, tant qu'il en est au stade de l'initiation à l'histoire, tant qu'il se forme, le débutant doit se résigner d'avance à découvrir dans l'étude du passé des réalités qui ne lui font pas plaisir : savoir les accepter est le fait du véritable historien. A ce propos, dire que l'objectivité historique parfaite est impossible est une banalité. Nous le savons tous, puisqu'un idéal est inaccessible par définition. Ce n'en est pas moins quelque chose *vers quoi l'on doit tendre*, et dont un effort collectif a quelques chances de nous rapprocher.

Faisons-nous comprendre par une image. Supposons un tas de briques. C'est extrêmement neutre, un tas de briques. On peut ne rien en faire. On peut aussi en faire bien des choses différentes : le contempler en artiste, ou prendre les briques pour les assembler et en bâtir une maison, ou encore les lancer à la figure de quelqu'un... L'histoire, c'est le tas de briques ; l'historien est l'homme qui les a fabriquées, apportées et rangées. Sa dignité d'historien est de fournir des briques de bonne qualité. Il n'a pas à répondre de ce qu'on en fera ensuite. Et si c'est lui-même qui les assemble ou qui décide de les lancer sur ses ennemis, ce n'est plus en historien qu'il le fait, il se place sur un autre plan, et s'y rencontre avec les philosophes et les polémistes (journalistes, politiciens, etc.).

On dira que les historiens occidentaux, dont la production est encore majoritaire dans les bibliothèques du tiers-monde, sont déformés par leur appartenance à un certain type de société, à un certain milieu culturel, par des préjugés de classes, voire de race, bref, qu'ils ont des œillères. Certes. Mais ce n'est pas une attitude plus scientifique, plus « objective », que de prendre désormais le contrepied systématique de tout ce qu'ils ont écrit. La preuve en est fournie depuis quelques années en histoire ancienne à propos de l'Égypte. Soulevés par l'enthousiasme du réveil de l'Afrique noire, des chercheurs qui lui appartiennent, Cheikh Anta Diop et Théophile Obenga, ont entrepris de lui annexer totalement l'Égypte pharaonique, qui à les en croire aurait eu un peuplement nègre aux origines et une civilisation fondamentalement nègre aussi (9). Démonstration utile, mais outrée (la documentation laissée par les Égyptiens eux-mêmes ne manque pas de fournir des arguments contre) et parfois naïve : en appelant à la rescousse le témoignage d'auteurs grecs comme Hérodote ou Diodore, nos confrères africains ont cédé sans s'en rendre compte à ce que Christian Froidefond, dans le titre d'une thèse récente, a appelé « Le mirage égyptien dans la littérature grecque » (10). On notera d'ailleurs que

---

(9) C.A. Diop, *Antériorité des civilisations nègres : mythe ou vérité historique ?* Paris, 1967 ; T. Obenga, *L'Afrique dans l'Antiquité. Égypte pharaonique. Afrique noire*, Paris, 1973.

(10) C. Froidefond, *Le mirage égyptien dans la littérature grecque d'Homère à Aristote*, s.l., 1971 (thèse de doctorat ès-lettres, Paris, 1970) — La discussion complète des thèses africanistes et le tri de ce qu'il convient d'en retenir ne peuvent évidemment pas trouver place dans le cadre du présent article.

Joseph Ki Zerbo, autre historien africain, ne les a suivis qu'avec une certaine prudence dans son *Histoire de l'Afrique noire*. En fait, si la part de l'Afrique noire dans l'antiquité égyptienne a été effectivement sous-estimée jusque vers 1950, la rétablir ne devrait pas entraîner la négation systématique des autres contributions au peuplement et à la civilisation du pays, sous prétexte qu'elles sont dues à la famille des races dites « blanches », ni à rejeter l'existence en Egypte d'une race « brune » (hamitique) prépondérante, que Cheikh Anta Diop prétend inventée par les égyptologues européens pour les besoins de la cause ce qui est pousser bien loin le procès d'intention (11).

Le procès d'intention, attitude d'esprit stérilisante entre toutes, voilà bien de quoi l'historien honnête doit savoir se garder, tout autant que de l'anachronisme. Or, on ne doit pas davantage s'y laisser entraîner à l'égard des personnages historiques qu'à l'égard des historiens modernes. Dans un commentaire de la correspondance entre Pline le Jeune, gouverneur de Bithynie, et l'empereur Trajan sur diverses questions municipales (12), que de procès d'intention n'ai-je pas trouvés dans les copies d'étudiants... Certains ont supposé que l'incendie de Nicomédie qui avait suscité le premier échange de lettres à examiner avait été allumé par la population en signe de mécontentement contre la présence romaine. Or, les incendies accidentels étaient fréquents à l'époque, et ils détruisaient surtout les quartiers pauvres du centre, entassés et mal construits : le peuple aurait-il brûlé ses propres logements ? En outre, nous n'avons pas à partager aveuglément la méfiance constante des pouvoirs publics romains envers les collèges et autres associations — qu'un étudiant avait abusivement appelés des organisations terroristes ! —, et nous savons que les émeutes, nombreuses alors dans les villes du Proche-Orient, avaient rarement une origine politique, et qu'à l'époque de Trajan ce n'était certes pas en Bithynie, sous administration romaine depuis deux siècles, que la présence romaine était la plus mal supportée. D'autres étudiants avaient prêté les plus noirs desseins à Pline : l'un d'eux le soupçonnait d'avoir inventé la description de l'incendie de Nicomédie sous prétexte qu'il n'était pas là pour le voir... comme s'il n'y avait pas eu de personnel administratif dans ce chef-lieu pour le renseigner. Le même étudiant en arrivait d'ailleurs à lire exactement au rebours les renseignements fournis par les textes, un autre avait imaginé un lien entre l'incendie de Nicomédie et la deuxième affaire proposée dans le devoir (affaire qui concernait pourtant une autre cité), pour pouvoir lancer contre cet aristocrate

---

(11) Les races brunes existent pourtant bel et bien. Elles sont majoritaires dans le Sud-Est asiatique (Indonésie comprise) et les Malgaches eux-mêmes savent qu'ils en font largement partie, avec ou sans métissage suivant le cas. Or, j'ai signalé ailleurs (dans mon article « Histoire ancienne et océan Indien », *Omalysy Anio* N<sup>os</sup> 1-2, p. 216, n.17) la frappante similitude d'aspect entre la population actuelle de Madagascar et celle de l'Égypte antique.

(12) Respectivement, d'après la numérotation de l'éd. Budé (Pline le Jeune, t. IV), lettres 33-34 (sur l'opportunité de créer un corps de pompiers à Nicomédie) et 110-111 (sur une somme d'argent remise par une municipalité à un de ses bienfaiteurs).

qu'était Pline le Jeune l'accusation d'un détournement de fonds publics par personne interposée, qui avait de quoi stupéfier le correcteur. C'est la même malveillance hypercritique qui, dans le commentaire d'inscriptions impériales romaines, a poussé un candidat à reprocher à l'empereur Hadrien, sous le prétexte de sa « villa » colossale, de ne pas s'être occupé de travaux utiles... ce qui était vraiment parler sans savoir. Ce dernier exemple apporte d'ailleurs la preuve que des connaissances plus nombreuses, plus solides, empêcheraient souvent de pareilles erreurs de jugement :

De fait, les étudiants en histoire cèdent fréquemment à la tentation de juger les anciens, leurs institutions, leurs idées, leurs luttes, leurs réalisations, en fonction de nos idées et de nos critères modernes, *qui justement n'étaient pas les leurs* : c'est encore, en somme, une forme d'anachronisme. Mais ce n'est pas *juger* qu'il faut faire : c'est *comprendre*. On évitera ainsi des contresens fâcheux, dont voici pour l'histoire ancienne quelques exemples relevés dans des copies à de nombreux exemplaires.

Trop souvent, l'esclavage antique est rendu synonyme de condition abominable. Ce qui nous paraît abominable aujourd'hui, compte tenu de nos conceptions sur la dignité et la liberté de la personne humaine, c'est le principe même de l'esclavage en tant que statut juridique. Il ne faut pas le confondre avec la condition servile réelle, qui fut, elle, d'une extraordinaire variété ; il est même bien établi qu'à Rome nombre d'esclaves urbains, petits fonctionnaires ou collaborateurs privés, qui bénéficiaient en outre de la perspective d'affranchissement, étaient en pratique moins malheureux que bien des propriétaires libres mais indigents. Le principe même de l'esclavage étant ressenti par les anciens avant tout comme une nécessité économique, on grandissait dans cette idée qu'aucun autre ordre social n'aurait été possible. Tout au plus certains peuples évitaient-ils de soumettre à l'esclavage leurs propres nationaux, comme nous croyons le savoir des Egyptiens.

Il n'est donc pas judicieux d'étendre systématiquement à tout l'esclavage antique ce que nous apprennent les grandes « guerres serviles » de la République romaine, et de prêter indistinctement à tous les esclaves antiques les réactions qui seraient les nôtres si nous étions brusquement jetés dans leur servitude. C'est cas par cas qu'il faut essayer de discerner leur véritable condition et leur véritable mentalité. Avoir envie de les plaindre témoigne d'un bon cœur, disposition que je ne veux certes pas décourager ; mais ce n'est pas faire de l'histoire.

Souvent aussi, les devoirs d'histoire manifestent une hostilité viscérale envers les régimes monarchiques, automatiquement tenus pour oppressifs, et une répugnance évidente à en parler sans indignation. A tel point que d'aucuns voudraient pouvoir étudier la période des royaumes malgaches sans entendre prononcer le nom des rois. Mais on n'est pas historien si on refuse de voir le passé comme il est, et si l'on préfère rêver à ce qu'on voudrait qu'il ait été ; pas plus qu'on ne devient médecin si on fuit pendant ses études la dissection des cadavres. Cette question des régimes monarchiques appellera plus loin des

remarques de vocabulaire, donc de méthode ; mais en raison de l'état d'esprit qu'elle donne l'occasion de dénoncer, c'est ici même qu'on doit signaler les contresens auxquels l'hostilité inconditionnelle aux rois a conduit certains candidats dans une dissertation où il fallait comparer les systèmes économiques de l'Égypte sous le Nouvel Empire et sous l'administration romaine. Ainsi, les stockages de céréales opérés par la monarchie pharaonique ont été présentés par certains comme la preuve d'une économie de « recherche du profit » : ce qui renverse complètement la réalité, puisque le souci permanent du pouvoir dans la vallée du Nil était d'assurer les « soudures » et de parer aux risques de disettes ; ces stockages étaient la clef de voûte du système économique. C'est à croire que certains étudiants se figurent que les pharaons remplissaient leurs silos pour leur seul usage personnel... Par voie de conséquence, on m'a aussi présenté la paysannerie du Nouvel Empire comme victime d'une situation féodale (ce qui est justement l'antithèse du Nouvel Empire, la féodalisation de l'Égypte correspondant seulement aux « périodes intermédiaires » !), et comme uniformément misérable et opprimée. Cette vision manichéenne reflète une conception générale du monde paysan chez les étudiants à laquelle un de nos collègues songe à consacrer un article particulier dans un prochain numéro ; sous l'angle que j'ai adopté ici, elle révèle chez beaucoup l'incapacité à concevoir que, assez souvent dans l'antiquité comme dans d'autres périodes, un souverain fort était le meilleur recours du peuple contre les Grands et non pas leur complice, et que souvent un tel monarque était moins oppresseur que bien des Etats impersonnels d'aujourd'hui.

Ces divers exemples d'erreurs commises à propos de l'histoire sociale attestent les dégâts causés par l'engouement inconditionnel pour certaines idées toutes faites. « Les jugements préconçus sont toujours l'obstacle le plus sérieux qui s'oppose à une connaissance exacte du passé » (13). D'autant que nous voyons trop souvent les disciples durcir l'enseignement des maîtres, et transformer en une fin en soi le *moyen* méthodologique qu'aurait dû constituer pour eux l'exemple des travaux dont ils se réclament. Qu'un éclairage nouveau puisse être utile, qui le nierait ? Mais si on proclame que cet éclairage doit désormais être le seul, voilà des œillères qui réapparaissent, avec le risque conséquent de simplifications primaires et de procès d'intention dont pourtant l'historien doit savoir se garder.

Pour prendre un cas précis, l'étudiant devra notamment se méfier du manichéisme desséchant auquel aboutit presque inévitablement la théorie des sociétés de classes dès lors qu'on veut l'appliquer sans discernement à la description de toutes les organisations sociales du passé. Ne plus voir dans ces dernières qu'un affrontement — ouvert ou latent, ce qui permet de l'affirmer permanent — entre exploités et exploités, oppresseurs et opprimés, et présenter comme complices des premiers ceux qui à première vue ne sont ni les uns

---

(13) Franz Cumont, *Les religions orientales dans le paganisme romain*, 2ème éd., (1909), p. XIII.

ni les autres, c'est vraiment trop négliger des éléments qui sont irréductibles à ce schéma : par exemple la différence entre sociétés d'ordre et sociétés de classe (la distinction sociale par la naissance n'a pas toujours été, et de loin, superposable à la distinction par le niveau de vie ou le rôle économique), ou la sincérité du sentiment religieux (en particulier dans ses origines animistes ou dans le culte des morts), préexistante à son utilisation intéressée par les milieux dirigeants, et sans laquelle bien des aspects de l'histoire ancienne (de la médiévale aussi) restent foncièrement incompréhensibles.

Il est prudent et honnête de se dire que la vérité n'est jamais tout entière d'un même côté. J'illustrerai cet axiome par un petit exemple fort simple, pris dans la vie quotidienne. Supposons que j'attende un train dont l'arrivée en gare est prévue à 10 h 40. Je constate d'après l'horloge – ou ma montre – qu'il arrive à 10 h 50. Si je raisonne sans réfléchir je pourrais dire : « De deux choses l'une : ou le train a dix minutes de retard, ou c'est l'horloge qui avance de dix minutes ». Il en est d'ailleurs qui ne considèreraient d'emblée qu'une seule des deux hypothèses. La sagesse commande pourtant d'en envisager aussi une troisième : que, simultanément, le train ait quelques minutes de retard et l'horloge quelques minutes d'avance...

Que l'élève historien essaye donc de se mettre en pensée à la place des gens d'autrefois, à l'intérieur des civilisations qu'il étudie ; qu'il essaye de revivre les époques révolues. Il sera alors moins tenté par des démonstrations simplistes parce que décidées d'avance. Et aussi, il évitera plus facilement le langage polémique, ou dithyrambique, ou pathétique, que les vrais historiens doivent laisser aux pamphlétaires, aux éditorialistes et aux tribuns. L'humanité ayant accumulé sur sa route les erreurs et les détours, comment oser affirmer qu'on possède aujourd'hui enfin « la » vérité, et, sans nuances, « le sens de l'histoire » ? (14). Il est donc bien plus profitable d'observer le passé dans toute sa complexité concrète, vivante, croustillante, avec un minimum de sympathie non prévenue, et surtout avec la curiosité la plus ouverte, que d'aborder les documents et les hommes d'autrefois muni d'une boîte pleine d'étiquettes toutes préparées qu'il n'y aurait plus qu'à coller dessus. D'autant que, de nos jours, ces étiquettes sont volontiers dépréciatives, voire injurieuses : qu'on songe à la lourdeur péjorative des sous-entendus dont il est devenu habituel de charger des adjectifs comme « bourgeois » ou à plus forte raison « réactionnaire », et à l'usage démesuré qu'on en fait (15). Or, il y a toujours quelque gêne, tout

---

(14) Cf. René Sédillot, *L'histoire n'a pas de sens*, Coll. « Les idées et la vie ». Paris (Arthème Fayard), 1965.

(15) J'ai lu en 1976, dans une revue d'esthètes publiée à Paris, un article dont l'auteur, relatant sa visite chez un ami, dans un appartement volontairement arrangé en capharnaüm, avait eu pour premier réflexe d'y chercher une chaise pour s'asseoir, et jugeait que c'était là un réflexe réactionnaire ! Plus sérieusement, peut-on oublier l'éloge de la bourgeoisie européenne, de son rôle dynamique et novateur, que l'on trouve sous la plume de Marx et Engels, dans le *Manifeste du Parti Communiste* ? « La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire » (p. 36 de la trad. française

compte fait, à voir un homme d'étude insulter gratuitement des morts, lesquels de surcroît n'avaient certes pas choisi le milieu et l'époque où ils sont nés.

Mais nous touchons ici à des questions de vocabulaire, et par conséquent à une dernière facette de la spécificité des études d'histoire, qui concerne leur méthode.

\*  
\* \*

C'est en effet une qualité de méthode que de faire très attention au vocabulaire dont on se sert en histoire. Et ici, le débutant a tendance à croire qu'il se montrera savant s'il recourt à un langage spécial, qui le distinguera du profane.

Il y a certes un vocabulaire institutionnel qu'on est bien obligé d'utiliser, tant les mots dont il se compose ont un sens précis pour lequel ils sont irremplaçables, généralement parce que c'étaient les termes en usage à l'époque étudiée. Ainsi, il serait dérisoire et anti-scientifique de s'évertuer à remplacer par des périphrases ou par des équivalents approximatifs, pour faire plus simple, les noms de symmachie, amphictyonie, archonte, épore, prytane, etc. en histoire grecque, ou de consul, préteur, légion, comices centuriates, haruspice, etc. en histoire romaine. Mais le « langage spécial » qu'on doit reprocher à certains étudiants est d'un autre ordre ; ils usent d'un jargon prétentieux, pompeux, vaguement philosophique, où l'on écrit trois phrases pour dire ce qu'une seule suffirait à exprimer, et où sont mis à contribution à tout bout de champ les concepts mis à la mode par la sociologie et la psychanalyse. Ils abusent de mots comme aliénation, acculturation, processus, socio-économique, etc., disent démographie pour population (ce qui n'est pas la même chose !), écrivent : « Cette ignorance *entraînait un phénomène psychologique qui* influençait les gens de l'époque » (les mots en italique sont parfaitement superflus) ou encore : « la comparaison des deux périodes va être marquée surtout par une certaine pluralité des différences », ce qui est bien lourd ! J'ai cité ici des phrases réelles, extraites de copies récentes.

En réalité la meilleure façon de dire les choses est toujours de les dire simplement, et le vrai savant est celui qui peut exprimer les notions les plus complexes en se servant le plus possible des mots de tous les jours. Tout le reste n'est que poudre aux yeux. Ici, la spécificité de l'histoire doit donc être recherchée — sous réserve de l'emploi inévitable des termes institutionnels rappelé plus haut — non pas tant dans un vocabulaire particulier que dans *le respect du vrai sens des mots courants*. On devra notamment être sensible aux

---

publiée par les Ed. du Progrès - Moscou - 1977). En histoire malgache, faudrait-il souscrire au jugement de l'historiographie coloniale, présentant le règne de Ranavalona Ière exclusivement « réactionnaire » ? (Cf. appréciation de tels jugements dans l'art. de S. Ayache in *Omalý sy Anio*, 1976).

nuances qui peuvent distinguer d'apparents synonymes. On devra aussi s'abstenir de politiser systématiquement les noms et les adjectifs en les chargeant de sous-entendus plus ou moins affectifs ou polémiques, inspirés par l'évolution actuelle du monde, mais qui n'y étaient pas inclus au départ. Quelques exemples, ici encore, feront comprendre la raison de ces recommandations.

Le devoir sur les tribuns de la plèbe déjà évoqué plus haut m'a donné l'occasion de relever que le mot *révolution* est source de contresens historiques. Sur la révolution dite « de 509 » qui marque en histoire romaine le passage de la période des rois à celle de la République, trop d'étudiants se font encore des illusions – faute de lectures, en grande partie – : ils l'attribuent au mécontentement de la plèbe, alors qu'elle fut au contraire l'œuvre des patriciens mal résignés à la politique égalitaire des rois étrusques. Car c'est aussitôt après elle, et non avant, que les plébéiens (au sens institutionnel, le seul vrai à l'époque, qui correspond à une distinction de naissance et non de fortune) ont commencé à se voir écartés de la vie publique, d'où leurs réactions successives, à commencer par la sécession de -494, en vue de reconquérir leurs droits complets de citoyens. Mais à force de penser aux révolutions « de gauche », les étudiants finissent par s'imaginer qu'il n'y en a pas d'autres possibles, et qu'une révolution se fait toujours en faveur du peuple, qu'elle est toujours « la » révolution. Corrélativement, ils s'imaginent qu'on ne peut parler de réaction que pour désigner une politique « de droite ». C'est perdre tout contact avec le vrai sens des mots. En toute rigueur, « révolution » ne signifie pas autre chose que changement subit, retournement complet d'une situation antérieure quelle qu'elle soit (16). « Réaction » désigne donc par contrecoup le retour ou la tentative de retour à cette situation.

Il faut de même éviter de grever le mot « colonisation » de sous-entendus de circonstance. Dans le commentaire d'un texte d'Hérodote sur les guerres médiques, certains étudiants l'ont employé à propos de l'impérialisme des Perses. Or, on ne peut réellement parler de colonisation que si une fraction de population s'établit à demeure dans un milieu différent de celui dont elle est originaire. Et cela ne se fait pas forcément à la suite d'une guerre. Dans l'exemple cité, on pouvait donc parler de colonisation grecque (autour de la Méditerranée), mais sûrement pas de colonisation perse. L'Ionie n'a pas été « colonisée » par les Perses du fait qu'ils l'avaient soumise au tribut et à la présence de quelques garnisons. Si on se laisse aller à qualifier de coloniales les guerres entre Etats voisins, lesquelles n'en seront pas ? On oublie aussi que « colonisation » est un mot de la même racine que « cultiver », qu'à l'idée de colonisation est liée originellement celle de mise en culture d'un sol, et qu'en ce sens il peut y avoir des colonisations intérieures : ainsi, dans l'Egypte antique, celle de la cuvette du Fayoum, asséchée, défrichée et peuplée sous l'impulsion des rois du Moyen Empire. Une telle colonisation n'avait évidemment rien d'une déposses-

---

(16) On fera bien de méditer aussi sur la « révolution » des planètes autour du soleil, qui a pour effet de les ramener régulièrement dans la même position sur une orbite fermée...

sion ou d'un asservissement de qui que ce soit. Dans l'antiquité romaine, colon était synonyme de fermier, avec un statut qui tendit même dans les derniers siècles à se rapprocher du servage : les défavorisés sont donc ici les colons eux-mêmes. En d'autres temps et en d'autres lieux, Chine et Moyen Age occidental compris, cette colonisation intérieure était souvent assortie d'immunités diverses pour favoriser la mise en valeur des terres vierges. « Colonisation » est donc un mot qui recouvre bien des réalités différentes, et qu'il ne faut pas associer à tout coup à l'idée préconçue d'une entreprise condamnable et spoliant ; de même, en toute rigueur, l'étranger installé pour longtemps dans un pays n'y est pas automatiquement un « colon », et le colon, du seul fait qu'on lui donne ce nom, n'est pas obligatoirement le profiteuse chargé de tous les crimes de l'impérialisme moderne que dénoncent certains sursauts d'opinion ; l'étudiant en histoire doit apprendre à éviter ces pièges du vocabulaire et à faire les distinctions nécessaires.

D'autres glissements du sens des mots présentent ce même aspect d'option passionnelle qui oblitère l'exactitude historique. Il faut s'informer minutieusement avant d'assimiler « domination » et « oppression », et l'on s'apercevra alors qu'il n'est pas toujours légitime d'abolir la nuance entre ces deux termes. L'exemple de l'Ionie perse est encore utilisable ici. La révolte des Grecs de cette région, qui fut à l'origine des guerres médiques, a résulté des intrigues personnelles de deux « tyrans » grecs, celui de Milet et l'ancien tyran d'Athènes désireux d'y rentrer en maître (17), et pas du tout d'un prétendu sentiment d'oppression qu'aurait suscité la domination perse. A preuve, le fait que l'Ionie est restée, sous cette domination, le foyer intellectuel le plus avancé, le plus brillant du monde grec, éclat qu'elle a perdu lorsqu'elle a été « libérée » pour tomber sous la domination plus exigeante d'autres Grecs, les Athéniens. Les cités d'Ionie avaient conservé dans l'empire achéménide une large autonomie, et tiraient un avantage économique certain de leur rattachement à cet immense marché commun. Enfin, les dirigeants grecs en exil se seraient-ils tour à tour si volontiers réfugiés auprès du Grand Roi (y compris son vainqueur Thémistocle !) si ce prince avait été l'abominable despote que d'autres Grecs ont dépeint ? En fait, quand il y a eu oppression dans certaines cités grecques, ce fut celle des riches sur les pauvres... et plus tard celle des Athéniens sur leurs « alliés » de la ligue de Délos (18).

De même, bien des étudiants confondent « absolutisme » et « arbitraire » (ou « despotisme », ou « tyrannie ») ; ils l'ont montré dans le commentaire d'une inscription de Ramsès II qui leur donnait le compte rendu d'une délibé-

---

(17) « Tyran » : encore un mot à double sens, et qui dans l'histoire grecque ne doit pas évoquer automatiquement l'idée de despotisme écrasant qu'on lui associe aujourd'hui, mais seulement celle d'un pouvoir personnel conquis à la force du poignet.

(18) Cf. les intéressantes démonstrations d'Amir Mehdi Badi', *Les Grecs et les Barbares — L'autre face de l'histoire*, 3 vol., Lausanne, 1963-1968.



ration de ce roi avec son conseil. L'absolutisme, c'est quand la décision appartient en dernier ressort au seul souverain. L'arbitraire, c'est quand il la prend sans la motiver ni consulter personne, ou au mépris des avis reçus, ce qui n'était pas le cas dans le texte, même si on y voit les ministres de Ramsès II déclarer – mais après une longue discussion – qu'ils approuvent sa décision d'avance. Au reste, l'absolutisme à cent pour cent a-t-il jamais existé ? En raison des tâches et des responsabilités énormes que les souverains assumaient dans les Etats policés, il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'un document nous montre un roi « absolu » prenant l'avis de son entourage avant une entreprise. Mais trop de gens semblent se faire encore du souverain une idée enfantine, souvenir de ces contes de fées où il n'est question que de princes et de princesses désœuvrés, agissant en tout selon leur bon plaisir, faisant et obtenant tout ce qu'ils veulent, que chacun a rêvé d'être. C'est ignorer qu'il y a toujours eu trente-six sortes de monarchies possibles, comme aussi de régimes républicains, et qu'il est même encore de nos jours bien des républiques plus autoritaires que des royaumes. Occasion de signaler ici une autre faute de vocabulaire, celle qui consiste à marier automatiquement l'idée de « république » et celle de « démocratie ». Ces deux termes recouvrent chacun tant de réalités différentes qu'il est bon de rappeler que le sens étymologique du premier (la chose publique, l'affaire de tous, l'Etat en somme) est nettement plus vague que celui du second (le pouvoir au peuple) ; et qu'il y a beaucoup plus de différences entre les démocraties populaires et les républiques parlementaires, qui sont un autre type de démocraties, qu'entre ces dernières et les royaumes constitutionnels du pourtour de la mer du Nord, dont la constitution est également démocratique.

En matière de vocabulaire, les confusions commises ne sont pas toujours dues à une option d'opinion, mais à la simple ignorance ; il est utile de les dénoncer aussi.

Par exemple, un commentaire d'inscriptions commémoratives du Haut Empire romain, qui comportait l'analyse de titulatures impériales, m'a donné lieu de constater que pour maints étudiants une « victoire » est synonyme de « conquête » et l'entraîne automatiquement. Mais si tous les empereurs romains qui ont pu se faire décerner les surnoms triomphaux de Germanique, Parthique, Persique, etc., en raison de leurs victoires sur les peuples ainsi désignés avaient effectivement tous conquis les terres des vaincus, il n'aurait pas fallu longtemps pour que le danger germanique ou iranien fût effacé de la carte. On ne devrait donc pas oublier qu'il y a eu des victoires purement défensives, et aussi que dès l'Antiquité nombre de dirigeants évolués avaient compris qu'une victoire ne doit pas nécessairement déclencher une rapacité primaire...

On confond aussi « gouvernement » et « administration ». Ces deux institutions – qui sont aussi deux activités – ne se situent pas sur le même plan : le gouvernement prend des décisions importantes, l'administration les fait appliquer (au besoin à l'aide de décisions secondaires). On pourrait se rappeler par exemple que le ministre de l'Education nationale est un homme de gouvernement, tandis que le recteur est un fonctionnaire d'administration.

On emploie à tort l'un pour l'autre – c'est courant dans les devoirs d'histoire romaine – les termes « aristocratie », « patriciat », « noblesse ». Les différences de sens entre ces trois termes existent pourtant. Elles sont plus importantes encore entre « classes », « ordres » et « castes », ou entre « esclavage », « servage » et « colonat ». Enumérer et comparer ici les bonnes définitions de ces divers vocables m'entraînerait trop loin ; qu'il me suffise, sur ce point, d'avoir attiré l'attention des étudiants sur des confusions à ne plus commettre.

D'une façon générale, pour le vocabulaire des aspects politiques, sociaux et économiques de l'histoire, on ne saurait trop recommander aux étudiants historiens de se donner une initiation au langage juridique. Je ne veux pas dire par là qu'ils peuvent apprendre l'histoire dans des livres écrits par des juristes : ces ouvrages relèvent d'un esprit assez différent de celui de l'historien, et donnent presque toujours du passé une image beaucoup trop sèche et théorique. Les diverses « Histoires des institutions » et livres analogues sont donc à utiliser avec précaution, et ne peuvent servir seuls à l'apprenti historien (19). Mais il faut reconnaître que la langue des manuels d'histoire institutionnelle a le mérite d'une grande précision et le souci de l'exactitude (20). Dans l'analyse des lettres 110-111 de la correspondance entre Pline et Trajan dont j'ai déjà parlé, la plupart des étudiants auraient évité périphrases et approximations – auraient même, pour certains, mieux compris les textes – s'ils avaient su se servir d'expressions comme « délai de prescription » ou « non-rétroactivité de la loi », qui s'y appliquaient exactement.

Mais l'histoire des techniques elle aussi peut fournir l'occasion de redresser certaines erreurs de langage. Un enseignement sur les écritures dans l'antiquité, donné en 1ère année du 1er cycle, m'a valu plusieurs copies où l'on qualifiait d'alphabet le système d'écriture de n'importe quel pays. On a beau appeler « analphabètes » d'une façon générale ceux qui n'ont pas appris à lire et écrire, et « alphabétisation » l'expansion de cet apprentissage, en quelque lieu que ce soit (parler d'« illettrés » ne vaudrait guère mieux, puisque les caractères non alphabétiques ne sont pas des lettres...), il reste néanmoins absolument impossible de parler d'un alphabet chinois ; et pour l'antiquité on ne peut parler d'alphabets égyptiens ou cunéiformes que dans des limites très restrictives, que le cours avait indiquées.

---

(19) Il y a d'heureuses exceptions, ainsi pour l'antiquité classique les ouvrages du professeur Jean Gaudemet, qui attestent chez ce juriste un véritable tempérament d'historien.

(20) Je dis bien la langue des manuels, à ne pas confondre avec celle de la pratique juridique (jugements, arrêts, citations et exploits, contrats...) qui est au contraire un jargon souvent abominable de prétention et d'incorrection syntaxique. Quant aux textes législatifs, suivant les époques leur langue a oscillé entre les deux extrêmes de la clarté et de la redondance (ce dernier cas étant notamment illustré par la législation du Bas Empire romain).

Dans le même ordre d'idées, l'élève historien doit être capable d'utiliser à bon escient en histoire ce qu'on lui apprend en géographie, au lieu de cloisonner mentalement les deux disciplines. Bien des sujets d'histoire — sur les voyages de découverte ou de commerce, par exemple — ne peuvent être convenablement traités si on oublie de décrire d'abord les conditions géographiques des milieux concernés : si l'exploration et la colonisation de la mer Noire par les Grecs ont eu lieu de proche en proche dans le sens inverse des aiguilles d'une montre — à commencer par l'expédition des Argonautes —, ce n'est pas sans rapport avec le sens des vents et des courants... De même, tel texte de l'agronome latin Columelle ne peut être expliqué à fond que par l'emploi d'expressions modernes comme « faire-valoir direct », « assolement », etc., qui montre que l'on est capable de reconnaître certaines similitudes ou permanences à travers les époques. La vérification des lieux cités dans un document est indispensable pour contrôler sa véracité : dans l'explication d'un texte de Tacite sur le voyage de Germanicus en Egypte, combien d'étudiants ont « gobé » sans réagir les affirmations du guide touristique qui, en affectant de traduire des hiéroglyphes pour son illustre visiteur, attribuait à un pharaon des conquêtes impossibles, parce que ces étudiants n'ont pas cherché où se trouvaient la Colchide et la Bactriane !

Par ce rappel de l'importance de la géographie, nous touchons ici à un point capital dont l'étudiant en histoire fera bien de se pénétrer, à savoir que l'histoire, en dépit des apparences, ne doit pas être tenue pour une discipline « littéraire ». Si l'exactitude de la langue et une heureuse articulation des exposés sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes. De même que la curiosité de l'historien, comme je l'ai dit en première partie, doit être totale, de même il doit savoir, sur le plan de la méthode, mettre à contribution tous les procédés possibles. Il est notamment insupportable que tant de futurs historiens manifestent la répugnance qu'on leur connaît à l'égard du document figuré (et de son commentaire !), du graphique et de la carte. Que de choses pourtant sont mieux comprises d'abord, mieux exprimées ensuite, par le tableau à double entrée, le schéma, le croquis cartographique, que par d'abondantes phrases... qui sont trop souvent des paraphrases ! Que d'explications de textes historiques restent verbeuses, inefficaces, aveugles aux vraies conclusions à trouver, faute du recours à la visualisation des renseignements que ces textes contiennent ! Telle inscription achéménide sur la construction du palais de Suse, tel extrait des prophéties d'Ezéchiel sur la prospérité passée de Tyr, les textes de Tite-Live sur l'acheminement d'une flotte romaine vers la Grèce en -196 et sur l'attribution des commandements provinciaux par le sénat en -195, le passage de Pline l'Ancien sur le calendrier des navigations annuelles vers l'Inde, etc. (tous exemples empruntés à mes séances de travaux dirigés) ne peuvent pratiquement rien nous apprendre si on ne se donne pas la peine d'en tirer des cartes et des tableaux. Et comment comprendre la description du radeau d'Ulysse dans l'*Odyssée* si on ne la traduit pas par un dessin ?

Chose plus grave, non seulement trop d'étudiants sont ou se croient désarmés en face de ces procédés graphiques élémentaires, et trouvent plus

facile de délayer du texte, mais il en est beaucoup parmi eux qui, non contents de se refuser à tracer des schémas et des cartes, sont rebutés par la seule idée d'en regarder. On voit des candidats à une interrogation orale préparer pendant une demi-heure en bibliothèque l'explication d'un texte bourré d'indications géographiques -- par exemple un extrait de la description physique de l'Égypte par Hérodote -- sans se servir une seule minute d'une carte ! Des étudiants de licence composant en salle sur les navigations antiques en mer Rouge et le rôle de celle-ci dans la découverte du monde, et ayant sous les yeux la carte murale de l'Ancien Continent, n'en ont pas profité pour étudier la position planétaire de cette mer : comment traiter convenablement le sujet dans ces conditions ? (21).

On a ainsi l'impression que, pour nombre d'étudiants, non contents de faire de l'histoire quelque chose d'intemporel, les faits historiques n'ont jamais eu lieu sur terre, mais quelque part dans l'espace, en des endroits inconsistants dont les caractéristiques ne sauraient avoir retenti sur le destin de l'humanité, et qu'il serait donc inutile de préciser. Pareille aberration se rencontre même chez des étudiants géographes : une candidate à un oral de licence, à laquelle je demandais d'expliquer le paragraphe de César sur la configuration de la Grande-Bretagne, n'avait pas songé à comparer les dimensions et les orientations indiquées par l'auteur avec celles que nous connaissons aujourd'hui. Une autre, chargée d'exposer les connaissances géographiques des Chinois au temps de l'empire des Han, n'avait pas prévu de mener son exposé d'après une carte, s'est déclarée incapable de le faire, et n'a même pas su y nommer le Tibet, que je lui montrais. Quelle idée ces deux étudiantes se font-elles de l'histoire ? (22).

Et cette répugnance pour tout ce qui est dessiné s'applique aussi aux chiffres. Pourtant, comment comprendre un texte où dates, poids, mesures, sont exprimés à la manière des anciens -- dans leur calendrier ou avec leurs unités --, si on ne cherche pas à quoi ces indications correspondent en langage moderne ? Comment expliquer convenablement une inscription égyptienne où il est question du creusement dans le désert d'un puits de 120 coudées de profondeur, si on ne se donne pas la peine de découvrir que ces 120 coudées représentent à peu près 63 mètres, ce qui donne une idée du travail nécessaire pour le creuser, et de l'acharnement des Égyptiens à trouver de l'eau en cet endroit ? Et chez les étudiants qui ont pensé à faire le calcul, combien de « littéraires » au mauvais sens du terme, qui ne savent pas compter ? Dans l'exemple ci-dessus, j'ai relevé des résultats comme « moins de trois mètres » ou

---

(21) J'ajoute en passant que j'ai, comme Edouard Will, « la conviction qu'il n'est de bonne carte historique que celle qui est en même temps une *bonne* carte physique ». Ce point à lui seul mériterait tout un article (E. Will, *Histoire politique du monde hellénistique*, t. I, 1966, p. 10).

(22) Cf. déjà Diodore, I, 4 : « C'est à l'ignorance des lieux qu'il faut attribuer les erreurs qui sont commises même par des historiens renommés ». Pour écrire sa *grande Bibliothèque historique*, Diodore s'était donné la peine de voyager, seule façon à son époque de connaître un peu de géographie vraie.

« plus de 600 mètres », et la même expérience fâcheuse se répète chaque fois qu'il est question d'une multiplication... L'interprétation d'un texte d'histoire, si elle est entachée d'erreurs aussi grossières, ne signifie évidemment plus rien. Répétons donc ce que j'ai déjà dû si souvent rappeler de vive voix : *on ne fait pas de l'histoire seulement avec des mots*. D'ailleurs, ceux qui s'en convaincront perdront enfin l'habitude, on peut l'espérer, de n'apercevoir dans un texte que des idées sans jamais prêter attention aux renseignements d'ordre matériel qu'il contient et qui, eux aussi, font partie de l'histoire.

Que les gens dont la formation est restée étroitement littéraire ne puissent que médiocrement traiter de points d'histoire, un enseignement de licence sur la découverte et la connaissance du monde dans l'antiquité m'a permis d'en fournir la preuve aux étudiants ; à la suite de divers devoirs j'ai dû en effet les mettre en garde contre leur confiance aveugle envers certains « littéraires » responsables des éditions de textes latins ou grecs avec appareil critique, traduction et notes, et amenés de ce fait à des commentaires d'ordre historique, qu'il sera toujours utile de réexaminer. Trop souvent en effet ces professeurs de lettres classiques, héritiers d'une pesante tradition rhétorique, font preuve d'une érudition en porte-à-faux par rapport aux textes, et ont le fâcheux réflexe, en présence des passages un peu surprenants de la littérature antique, de les expliquer par l'imagination poétique des anciens plutôt que d'essayer d'y trouver la trace d'une ancienne réalité. Attitude qui se révèle spécialement regrettable en présence de textes d'intérêt géographique, pour lesquels il ne faut pas oublier que les milieux naturels n'ont cessé de se modifier dans le temps. Il m'a été donné de la déceler notamment chez le traducteur-commentateur d'Hérodote dans la « collection Budé ». Mais je l'ai rencontrée aussi — et ici il ne s'agit plus de textes, mais d'un manuel — dans le tome 1er de *l'Histoire universelle des Explorations*, dont la partie « Antiquité » a été confiée, de façon un peu surprenante, à un latiniste, qui me paraît s'être débarrassé un peu rapidement, en les qualifiant de « fantaisie pure », de certaines notations antiques sur les îles de l'Atlantique, et du problème d'éventuels débarquements antiques en Amérique, qui méritent tout de même un peu plus d'examen (23).

D'une façon plus générale, il convient que l'étudiant d'histoire ne prenne pas l'habitude fâcheuse — la dernière que je dénoncerai ici — de ne connaître des documents anciens qu'au travers de ce qu'on en dit dans les ouvrages modernes. L'histoire, c'est le recours direct aux textes, aux inscriptions, aux photographies d'archéologie (ou aux vestiges eux-mêmes quand c'est possible, naturellement), seule façon valable d'approcher l'ambiance réelle du passé ; de « se mettre à la place » des hommes d'autrefois comme je le recommandais plus haut. Il est inadmissible que des étudiants d'histoire parviennent à la licence sans jamais avoir lu une seule œuvre antique. On ne leur demande pourtant pas de savoir recourir au texte original, recours que le chercheur et le

---

(23) *Op. cit.*, p. 226.

professeur, eux, doivent s'imposer ; et ce ne sont pas les traductions qui manquent, dans les bibliothèques de l'université ou d'ailleurs. Ce qu'on apprend par la fréquentation des textes et des monuments anciens est sans commune mesure avec le tableau, plus général certes, mais desséché, qu'on peut retirer de la lecture des manuels ou même des thèses. Lire un manuel, c'est examiner une momie. Lire un livre antique, c'est voir la momie ressusciter, c'est l'entendre parler !

\*  
\*   \*  
\*

Au total, les études d'histoire requièrent de ceux qui s'y adonnent un certain nombre d'exigences envers soi-même — ce qui s'appelle, plus simplement — des vertus. Nous pouvons les récapituler sous deux vocables : la prudence et la précision.

La prudence, qui va de pair avec l'honnêteté intellectuelle, c'est de savoir, face aux documents historiques, se garder de deux excès opposés qui sont la naïveté et l'hypercritique. C'est aussi d'acquérir le sens du relatif : s'il faut se déshabituer de voir toujours les choses avec l'œil européen malgré les incitations inévitables de la bibliographie disponible, il ne serait pas davantage raisonnable de les voir désormais du seul point de vue de Madagascar. C'est enfin d'apprendre à ne faire qu'à bon escient rapprochements et comparaisons entre les pays ou les périodes : si l'on aperçoit des ressemblances entre divers aspects de civilisation ou diverses suites d'événements, loin d'en tirer des conclusions hâtives — surtout si elles sont séduisantes — il faudra toujours se rappeler que chaque tranche d'histoire reste spécifique et ne ressemble jamais totalement à une autre. En raison de l'abondance des facteurs qui composent deux situations historiques apparemment analogues, le calcul des probabilités suffirait à montrer, s'il en était besoin, que des différences subsistent toujours entre elles. Autrement dit, les mêmes effets ne découlent pas toujours des mêmes causes, et vice versa. Le travail de l'historien est donc non seulement de souligner les similitudes, souvent éclairantes — et il est de fait qu'on peut faire beaucoup de rapprochements valables entre les civilisations antiques et celle de Madagascar — mais également de mettre en évidence les différences irréductibles. Et l'on n'oubliera pas que dans cet exercice utile, qui débouche sur ce qu'on appelle l'histoire comparée, le risque d'anachronisme guette toujours l'apprenti.

Quant à la précision, elle s'impose dès qu'on veut bien se rappeler que l'historien travaille sur des choses qui sont réellement arrivées, et qu'on ne peut pas en conséquence remodeler à sa guise. On s'efforcera à la précision dans le temps : un travail qui ne date pas les faits qu'il mentionne n'est pas et ne sera jamais un travail d'histoire ; et pas davantage s'il ne rappelle pas l'époque de ses sources (24). Il en va de même de la nécessaire précision dans l'espace : évoquer

---

(24) Exemple : dans un devoir sur la connaissance du monde par les Romains au II<sup>e</sup> siècle de notre ère, certains étudiants avaient cité pêle-mêle des sources que séparent près de 500 ans, comme Pythéas et Ptolémée : ne pas le dire faussait la perspective, et faisait supposer qu'on l'ignorait.

par exemple le rôle et l'activité de certaines grandes routes de commerce ne sert pas à grand'chose si on n'essaye pas de savoir et de dire par où elles passaient, et jusqu'où les parcouraient eux-mêmes les marchands du pays considéré. Mais la précision, comme on l'a vu plus haut, doit encore être celle du vocabulaire. Et enfin elle consiste aussi à utiliser les données numériques offertes par les documents (25).

L'histoire est donc une discipline parfaitement spécifique par son objet, par l'esprit avec lequel elle doit être abordée, par les méthodes à y appliquer ; et elle est d'un apprentissage difficile. Il faut que les étudiants en soient avertis dès le départ : c'est le meilleur service qu'on puisse leur rendre. Il leur faut entreprendre cet apprentissage avec une parfaite humilité intellectuelle, avec la préoccupation de comprendre avant de juger, avec un esprit critique qui ne peut pas s'exercer valablement à vide, mais qui réclame une base de connaissances solides ; ils ne doivent pas venir étudier l'histoire avec l'arrière-pensée qu'elle leur permettra d'avoir toujours raison. Bien sûr, à partir du niveau de la maîtrise (qui n'est encore qu'une *initiation* à la recherche), les meilleurs seront en mesure, en s'appuyant sur un acquis consistant, de se risquer à une vision personnelle des choses – qui ne devra jamais leur faire oublier l'exactitude des faits. Mais au niveau des années qui conduisent à la licence, chaque étudiant fera bien d'adopter cette sage devise que « *l'histoire ne s'invente pas : elle s'apprend* ».

---

(25) Encore faut-il chercher la précision à bon escient. En histoire ancienne par exemple, étant donné les petites incertitudes de la métrologie et le goût des auteurs anciens pour les chiffres ronds, il est non seulement permis mais logique d'arrondir le résultat qu'on a soi-même trouvé dans la conversion en unités modernes. Ainsi, lorsque Hérodote écrit que la Scythie mesure dans chaque sens 20 journées de marche, et qu'il nous apprend d'autre part qu'une journée de marche représente 200 stades, en conclure que son image de la Scythie mesure donc 710, 400 km (20 x 200 x 177,60 m) n'est plus de la précision mais de la sottise : a) parce que la valeur du stade d'Hérodote ne nous est connue qu'à quelques centimètres près ; b) parce que les nombres 20 et 200 de notre auteur sont évidemment arrondis ; c) parce que lui-même ne les connaît que par oui-dire. On ne doit donc pas s'ingénier à être plus précis que lui et il suffit d'annoncer que son renseignement équivaut à environ 700 km.